

# Retour sur une privatisation

**Pour SUD PTT, la privatisation de La Poste est désormais une réalité ■ Les personnels n'ont pas à rougir du combat qu'ils ont mené contre ce processus, qui n'est pas une cause perdue quoiqu'en disent le gouvernement ou la Direction de La Poste ■ En lutte avec le personnel au sein de l'entreprise publique comme dans le Comité national contre la privatisation, la fédération SUD PTT a répondu présente, au nom d'un engagement total pour les conditions de travail, l'emploi et le service public.**

## Un gouvernement déterminé

il aura fallu 18 mois au gouvernement pour mener à bien son projet de transformation du statut de La Poste. La procédure aurait sans doute été plus rapide sans une certaine résistance des opposants à ce projet, mais le résultat est là: le 1er mars 2010, La Poste devrait perdre son statut d'Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial, comme France Telecom il y a un peu plus de 13 ans.

## Une lutte originale qui n'a pas suffi

A l'heure du bilan des luttes contre cette privatisation, on relèvera un élan remarquable qui a réussi à fédérer de nombreux militant-e-s syndicaux, politiques et associatifs autour de la question postale dans 95% des départements. Un vrai mouvement social auquel a répondu massivement la population à travers un simple geste citoyen, la votation du 3 octobre 2008.

Sans se répéter ou se complaire sur le sujet, il s'est réellement passé quelque chose début octobre 2009, un vrai événement, embarrassant pour le pouvoir, mais aussi porteur de réflexion pour les instances Européennes qui, rappelons le, prévoient de telles consultations de la population sur des sujets de société.

La votation fut portée, entre autre, par les équipes syndicales de SUD PTT, parties prenantes des comités locaux, partout où ce fut possible. La campagne s'est déroulée dans la rue, dans les entreprises, mais aussi aux abords des établissements postaux, malgré le refus de la fédération CGT au sein de l'intersyndicale de promouvoir les opérations de vote dans les services.

## Une intersyndicale virtuelle

Pour la première fois une intersyndicale était créée à La Poste. Mais il faut reconnaître qu'elle n'a jamais donné de véritable élan à la mobilisation. Le fait que la CFDT, présente dans cette intersyndicale n'ait pas rejoint les quatre autres principales organisations syndicales de La Poste au sein du Comité national a atténué

la force du mouvement. Cela a permis d'une part à la CFDT de préserver une certaine image auprès des personnels afin de ne pas passer une fois encore pour le jaune de service. D'autre part, ce cloisonnement entre la population et les postier-e-s a aussi été conforté par la CGT qui n'a pas vraiment relayé les décisions du Comité national contre la privatisation dans les établissements. Rappelons aussi que ces deux organisations syndicales n'ont pas appelé nationalement à la grève reconductible en novembre 2009, seule action en mesure de faire plier le gouvernement.

## Faute de combattants

La faiblesse de la mobilisation des postier-e-s peut aussi être mise sur le compte d'une forme de "saturation" du mouvement social au sortir de campagnes éprouvantes contre "la crise". Mais c'est surtout le rythme des restructurations permanentes qui aura pesé contre un mouvement d'ampleur.

C'est ce qu'a bien saisi le gouvernement qui, sans le sursaut citoyen aurait plié l'affaire avec encore plus de vélocité.

Il convient d'ajouter à cette conjoncture un engagement qui s'est rapidement essoufflé au lendemain du 3 octobre avec un effacement notable des "grosses" organisations syndicales et politiques. Le PC, le PS ou la confédération CGT, étaient pourtant en capacité de contribuer largement à la logistique d'une continuité du mouvement, dans le cadre d'une grande manifestation nationale par exemple. On pourra s'interroger sur les vraies raisons de cette débandade.

## Quelles perspectives?

Evidemment, on ne peut baisser les bras devant cette situation. Les faiblesses de l'opposition à la politique du gouvernement n'entament pas la détermination de la fédération SUD PTT. Nous serons confrontés à une SA La Poste entièrement tournée vers les profits rapides et dont le principal levier porte sur la gestion au cordeau des ressources humaines.

**Notre capacité à réagir à cette nouvelle donne sera primordiale pour assurer une défense efficace des personnels de tout le groupe. Il faudra continuer à se battre sur tous les fronts et s'adapter à la nouvelle configuration d'une société anonyme où le non droit social a été préservé par une loi sur mesure.**

# DES CONSÉQUENCES QUI APPELLENT À LA RÉSISTANCE

**Pour les personnels du groupe La Poste et pour la population, les échéances sont claires. La transformation du statut de La Poste repose sur le choix gouvernemental de soumettre toutes les activités de La Poste à l'économie de marché. C'est le message qui a été constamment véhiculé en agitant l'épouvantail de "l'ouverture du marché postal". Cette lente dérive que subît l'entreprise publique ne connaîtra désormais plus de limites, au gré d'une course aux profits qui va coûter cher au service public et à l'emploi du groupe postal.**

## **La chasse au service public est ouverte**

La loi postale du 12 janvier 2010 a été peaufinée par le gouvernement et La Poste pour répondre à une stratégie très simple: éliminer les coûts induits par les missions du service public postal en réduisant progressivement leur étendue et leur accessibilité.

Cette affirmation n'est pas une provocation mais bien une réalité, la preuve est consultable par le grand public au journal officiel où sont restitués les débats parlementaires. C'est dans cette publication que nous retrouverons le coup de gomme du gouvernement qui effaça le 12 novembre 2009 au sénat une simple phrase du texte de loi garantissant "le financement intégral et pérenne des missions de service public de La Poste". Par la suite, le Président de La Poste est venu en personne "nettoyer" le texte sorti du Sénat, éliminant au passage les mesures de rattrapage votées en faveur des reclassé-e-s.

Les choix sont clairs pour La Poste SA et sa tutelle, aucune des missions du service public postal ne sera compensée intégralement. Toute amélioration susceptible de générer un coût est bannie, ce qui aboutit, par exemple, à la campagne de transformations des bureaux de poste (6392 fermetures depuis 5 ans).

La Poste SA est confortée dans la stratégie développée depuis 2003 avec Cap Qualité Courrier, Facteur d'Avenir, Cap Relation Client et Développement de la Compétitivité des Centres Financiers. Chaque agent est en situation de se retrouver confronté au quotidien avec une restructuration qui aggrave ses conditions de travail et de vie.

## **Personnel = variable d'ajustement**

La formule est connue mais elle n'aura jamais autant eu de signification qu'au sein de ce texte de loi. Il ne faut pas être grand clerc pour réaliser que l'autre grand "chantier" de La Poste SA va porter sur la gestion des effectifs du groupe. C'est le B-A BA du "capitaine d'industrie", celui là même qu'ont adopté depuis une décennie les opérateurs postaux les plus adulés de la Commission Européenne qui ne tarit pas d'éloges sur le hollandais TNT ou l'allemand Deutsche Post.

Chez ces opérateurs, on a adopté le modèle social du ser-

vice minimum avec la précarité institutionnalisée à tous les échelons. Ces pays où le SMIC n'existe pas donnent le libre champ à tous les excès, des livreurs de presse âgés de 14 ans aux retraités payés à la pièce distribuée qui plafonnent à 5€ de l'heure.

## **Un modèle social que nous refusons**

C'est pourtant ce que nous concocte le secteur postal de demain. Aiguillonné par une Europe toujours plus libérale, le gouvernement Français promulgue une loi postale qui pérennise les conditions de non droit social qui règnent au sein de La Poste. Les exemples de dégradation systématiques des conditions de travail consécutives aux privatisations ne doivent pas se reproduire à La Poste, la dérive funeste de France Télécom est là pour nous le rappeler.

## **En 2010, on continue**

La réponse à cette aggravation de la situation tient en un seul mot: **RÉSISTANCE**.

Partout, il faudra renforcer la solidarité et organiser la lutte pieds à pieds face aux reculs sur le plan social comme sur les services publics. Des convergences sont toujours possibles et il faudra répondre présents dans les campagnes au sein de La Poste comme dans les autres catégories professionnelles.

## **Toutes et tous ensemble!**

**La guerre d'usure n'est pas circonscrite à La Poste et les quinze années de privatisations, de dégradation du service public et d'augmentations tarifaires pèsent lourdement sur nos capacités de réaction. Le programme que prépare le gouvernement pour 2010 est lourd de présages, entre les réformes sur les collectivités territoriales et celle des retraites, les occasions de montrer notre détermination ne manqueront pas. Le symbole que représente La Poste est toujours porteur de valeurs de solidarité, d'égalité et de proximité. Pour les préserver, la lutte doit continuer!**